

NOTRE PRIME.

"AU PIED DE LA CROIX."

Gravé par A. DANSE, d'après le Tableau du célèbre Peintre THOMAS.

Cette superbe gravure, chef-d'œuvre artistique et religieux, est prête à être distribuée à ceux de nos abonnés qui auront payé le semestre courant.

Ces conditions que nous mettons à la distribution de notre PRIME paraîtront justes et raisonnables à tous nos abonnés, lorsqu'ils auront vu cette gravure. Rien de semblable n'a jamais été publié jusqu'à ce jour en Amérique, et personne ne peut en acheter une copie nulle part à moins de CINQ DOLLARS. C'est le prix de la gravure que nous donnons aux abonnés de l'*Opinion Publique*. Nous n'en dirons pas davantage.—Voyez la gravure et jugez-en par vous-mêmes. Nos agents l'ont maintenant reçue pour les abonnés, de leur districts respectifs. Ceux de nos abonnés qui résident dans des endroits où nous n'avons pas d'agent, recevront par la poste, en se conformant aux conditions susdites, leur gravure, soigneusement roulée dans un étui, et les frais de poste payés.

Montréal, 18 janvier, 1872.

L'OPINION PUBLIQUE.

JEUDI, 18 JANVIER, 1872.

LA LETTRE DE M. CHAPLEAU.

Il se produit, depuis quelque temps, un phénomène étrange dans notre petit monde bas-canadien. Le préjugé et le fanatisme lèvent la tête et menacent de troubler la tranquillité et l'harmonie qui règnent entre les deux races que la Providence a destinée à vivre ensemble dans la province de Québec. Les Anglais ont peur d'être absorbés; ils se donnent même le luxe de craindre d'être persécutés par les Canadiens-Français. La chose a l'air incroyable, mais elle existe. Ils ont des conciliabules, des assemblées, presque des *indignation-meetings*, où ils protestent de leurs droits de s'éclairer au soleil du Bas-Canada et de vivre sous l'égide de la constitution britannique. Il paraît même que le fameux Perry doit commander, pour la semaine prochaine, une grande assemblée de tous les Anglais de Montréal où seront adoptées des résolutions énergiques affirmant emphatiquement que ces messieurs, surtout les amis de John Dougall, ont le droit de s'abreuver au St. Laurent.

Tant que ces explosions malsaines ne se sont fait jour que dans les bas-fonds de la presse anglaise—le *Witness* et le *Star*—on a pu se contenter de sourire et de lever les épaules de pitié et de dégoût. On a eu tort; les miasmes ont monté et ont attaqué même une portion respectable de la société anglaise. Si un journal français a le droit de déplorer et de flétrir ces écarts, c'est bien l'*Opinion Publique*, qui a été même blâmée pour avoir toujours parlé des Anglais en termes excessivement flatteurs.

Les récentes difficultés survenues au sein de l'Institut des arts et métiers ont fourni le prétexte à de nouvelles philippiques fort violentes dans la presse et les assemblées. Comme il fallait à ces messieurs un bouc émissaire, ils ont choisi M. Chapleau, sur la tête duquel ils veulent faire retomber tout le poids des avanies et des injustices dont ils se font en imagination les victimes prochaines.

Nous les félicitons de leur choix. C'est un ennemi supposé qui en vaut la peine. Il est jeune, doué de talents brillants et solides, compte au premier rang dans la jeunesse canadienne-française et a été deux fois par acclamation élu député du peuple. Il connaît bien son rôle, pourvu qu'il continue à travailler. En outre, la rumeur le menace d'un siège sur les banquettes ministérielles à Québec, honneur auquel d'ailleurs lui donnent droit, de l'aveu de tout le monde, ses idées larges et progressives, ses incontestables capacités et les services qu'il rend au parti conservateur depuis douze ans.

On porte, dans le public anglais, trois formidables accusations contre lui: 1o. il est démagogue; 2o. *anti-british* et 3o. *programiste*, *romantiste* fanatique, dénoncé par Sa Grâce l'Archevêque de Québec. Dans une longue lettre, adressée au *Montréal Gazette* et à la *Minerve*, M. Chapleau fait victorieusement justice de ces inepties. Le peu d'espace à notre disposition ne nous permet pas de la publier en entier. Nous le regrettons: c'est une lettre vraiment remarquable et qui, dans certaine partie, reflète bien fidèlement les sentiments de toute la population canadienne-française. Quelques extraits feront juger du mérite de l'œuvre et prouveront que M. Chapleau pourrait, s'il le voulait, manier la plume aussi facilement que la parole:

Mais passons de suite, s'écrie-t-il, à la question de la Chambre des Arts et Métiers, où le *Star* me mêle avec M. De Belle-

feuille pour nous insulter ensemble de la façon la plus grossière.

Je n'ai jamais eu rien à démêler avec les difficultés qui ont surgi dans cette association depuis quelques mois, si ce n'est que l'automne dernier, lors de la plainte portée devant la Cour de Police contre quelques membres anglais de ce corps, j'ai été retenu comme un des conseils de la défense, et que j'ai fait ce que j'ai pu pour apaiser cette malheureuse affaire qui, par bonheur, n'eut pas de suite.

Quant au Bill introduit par le gouvernement à la dernière session, au sujet de cette Chambre des Arts et Métiers, j'ai approuvé l'esprit de modération dont il faisait preuve en immobilisant lui-même sa mesure pour ne pas froisser des susceptibilités qui avaient pris un caractère presque national, susceptibilités qu'il faut toujours ménager; mais aussi j'ai insisté rigoureusement sur les déclarations et la promesse que le gouvernement fit alors que la loi actuelle serait amendée de manière à remédier aux défauts qui existent dans son fonctionnement afin de donner droit égal à tous. Ai-je là montré du fanatisme, ou n'ai-je pas fait acte de modération? Et que l'on remarque que je n'avais jamais eu connaissance de ce projet de loi avant qu'il fut introduit en Chambre par le gouvernement.

Maintenant, à ceux qui se sont servis de ces prétextes pour me traiter de démagogue, je répondrai qu'il y a une démagogie ou démocratie à laquelle je crois; c'est l'amour bien entendu du peuple, surtout à la veille de la crise que les sociétés sont sur le point de subir. J'aime le peuple parce quand on ne le trompe pas, il est bon et il est intelligent; je ne crains pas de dire au peuple quels sont ses droits pour qu'il ne me refuse pas le privilège de lui dire, de lui enseigner quels sont ses devoirs.

Quand j'ai voulu entrer dans la carrière politique, je n'ai pas demandé aux grands, aux riches de m'y soutenir; ils étaient trop loin de moi; j'ai demandé au peuple, et il a dit oui, et il m'a placé où je suis; cherchez votre piédestal où vous voudrez, j'aime le mien et je le garde.

Maintenant, suis-je un démagogue, suis-je même un démocrate, en dehors de cela? Vous savez bien que non. Vous avez eu une fois dans votre ville un essai de démagogie, de radicalisme, quand Médéric Lanctôt, le petit Bradlaugh des faubourgs, est venu poser devant le peuple une préface de l'Internationale. Vous devez vous rappeler que l'a combattu partout et toujours, vous devez savoir quel est celui qui, en 1867, lors des élections générales, où Sir George Cartier lui-même avait été sifflé par de bons ouvriers que le petit agitateur avait aveuglés, vous devez savoir quel est celui qui, dans une de ces grandes assemblées, a pu non seulement contenir cette foule, mais encore lui arracher des applaudissements? Celui-là ne croyait pas plus alors qu'aujourd'hui au radicalisme dans la Province de Québec. Celui-là disait alors comme il dit en ce moment, que la plante du libéralisme qu'on a voulu implanter ici en 1849, n'a fait que végéter, s'étiooler pendant vingt ans, malgré toutes les sueurs dont ses patrons l'ont arrosée; le libéralisme n'est pas du pays, il n'est pas canadien, et les deux journaux qui, sous son nom, s'étaient fait ses trompettes, viennent de mourir ensemble. La plante est si maigre qu'après avoir voulu la greffer à toutes sortes d'arbres sans succès, on veut aujourd'hui l'arracher complètement, pour semer à sa place une autre idée que l'on veut appeler nationale; idée grandiose, dont on compromet la croissance, en la semant dans un terrain où se trouvent encore trop d'éléments délétères, idée féconde, sans doute, mais qui ne portera de fruits que lorsqu'une main hardie l'aura transplantée dans un autre terrain.

Voilà donc le démagogue que l'on veut museler.

Nous nous hâtons d'arriver au point essentiel,—les haines de race—que M. Chapleau traite avec autant d'éloquence que d'habileté.

On ne me trouvait pas anti-anglais lorsque dès 1860 j'allais soutenir l'hon. John Hamilton dans la division Inkerman, lorsque plus tard je soutenais contre un canadien-français feu l'hon. M. Harwood; lorsque avec quelques amis en 1863 nous faisons une lutte acharnée où tous les députés anglais des comtés mixtes de ce district requéraient nos services; lorsqu'en 1867, j'étais à Missisquoi pour le rédacteur du *Montreal Gazette*, et qu'à Montréal, je recevais en compagnie de tous vos amis des huées, des projectiles de toutes sortes dans toutes les assemblées où j'allais, bravant les plus grands périls, combattre pour la candidature éminemment anglaise du regretté Thos. D'Arcy McGee.

Je me rappellerai toute ma vie les paroles éloquentes de ce grand homme, mort, comme il avait vécu, en défendant les droits sacrés des minorités.

Eh certes, ce ne sont pas les anglais de la province de Québec qui peuvent nous accuser, nous les canadiens-français, d'être ou d'avoir été intolérants; ou bien, fermez l'histoire de votre pays et substituez y les fantômes d'une imagination délirante, et alors, si on ne vous comprend pas, on expliquera au moins l'injustice d'un tel reproche et on vous plaindra.

Socialement et politiquement, vous avez été traités en êtres privilégiés; vous avez été choyés, gâtés peut-être. Les chefs politiques du Bas-Canada, son chef actuel surtout s'est fait presque une devise politique de son zèle à rencontrer, à aller même au devant des aspirations de la minorité. Le fait est que ce n'est pas de la politique de conciliation que nous avons faite, mais bien de la politique de concessions incessantes.

Pour ma part, j'en suis heureux, puisqu'à ce prix nous avons eu la paix, l'harmonie et la prospérité avec elles. Nous ne nous sommes pas plaint de cet état de choses, nous ne le regrettons pas, mais pour l'amour de Dieu! ne nous en faites pas repentir, comme le fait tout les jours une partie de votre presse.

Sachez le bien, le caractère français est généreux dans ses sympathies; il est même prodigue: grâce à son insouciance, il aimera mieux concéder, souffrir même, pour ne pas se donner le trouble, la fatigue d'avoir de la haine ou de la rancune; mais il ne fait pas pour cela sa faire une habitude trop invétérée d'escompter son bon vouloir.

Sachez le bien, il y a en ce moment un mouvement sourd, mais plus grand qu'on ne le pense dans le sens de l'éloignement des deux races, et ce mouvement je n'hésite pas à la dire, la responsabilité en tombera sur une partie de la presse anglaise de ce pays, sur cette presse où l'audace et le cynisme de l'injure touchent souvent au délire.

Vous avez beau dire que vous n'avez rien à faire avec ces feuilles et que vous allez votre chemin sans vous soucier des fautes des autres; vous n'empêcherez pas la solidarité de vous atteindre, par le fait même que vous n'essayez pas à réprimer ces excès. Il est du devoir de la grande presse d'imposer le silence, devant l'opinion, à ces tapageurs dangereux, surtout quand ils se servent d'une chose aussi délicate que la fibre na-

tionale pour donner libre cours à leur besoin de scandale et de désordre. Que ces journaux soient ce qu'ils voudront, vous ne pouvez ignorer qu'ils sont dévorés par des milliers de lecteurs dans l'âme desquels ils vont soulever ce qu'il y a de plus dissolvant parmi les préjugés humains.

Croyez-le, si la centième partie de ce qui s'écrit tous les jours dans certains de vos journaux contre ce qu'il y a de plus respecté dans nos institutions, était par malheur écrit dans notre presse contre vous, nous aurions la guerre civile avant six mois.

Ne soyez donc pas surpris si nous, que la politique appelle à diriger plus ou moins les opinions, les sentiments de nos compatriotes, nous qui voulons la paix, la concorde, aux prix de nouvelles concessions, s'il le faut, nous vous demandons au moins de ne pas être injuste envers nous, de ne pas travailler systématiquement à notre démolition dans l'opinion anglaise. Et si parfois nous vous demandons un peu de bienveillance, une légère concession, c'est que nous savons que la société est un compromis perpétuel pour prévenir des conflits désastreux pour tout le monde.

Nous ne demandons pas mieux, soyez-en sûrs, que de voir régner partout l'union dans la paix et la tranquillité dans l'ordre, car c'est la condition indispensable sans laquelle nous ne serons jamais vraiment canadiens.

M. Chapleau a parfaitement raison: il ne faut pas trop abuser de la patience moutonnière des Canadiens-Français. "Tant va la cruche à l'eau qu'elle se casse;" c'est un vieux proverbe que les Anglais feraient bien de ne pas oublier. Nous sommes l'immense majorité, et nous ne demandons qu'à vivre tranquillement sur un coin du sol que nous avons arrosé de nos sueurs et du sang de nos martyrs. Vous autres, vous n'êtes que la minorité, et une très-petite minorité; vous avez la direction de la finance; vous commandez aux écus dans un temps où les écus sont tout; vous avez les honneurs et les places que donnent les richesses. En fait de droits et de privilèges, vous en avez au moins autant que nous, et beaucoup plus que vos frères en tolérance et par le sang n'en accordent dans le Haut-Canada à la minorité catholique. Et vous trouvez encore le moyen de vous plaindre et même de nous menacer, parce que, sans doute, à Ottawa, vous vous savez plus forts et vous vous croyez sûrs de tout. "Ai pas peur," comme disait le soldat français. Les liens retiennent les parties un peu disjointes de la Confédération n'ont pas encore reçu le ciment du temps. Si, par vos criailleries et vos menaces, vous nous forcez à nous compter, nous aurons bien vite brisé nos entraves pour chercher un nouvel état de choses où nous serons à l'abri de votre fanatisme. En attendant, permettez-nous, pour votre châiment, de mettre sous vos yeux un rapprochement qui ne vous fait pas honneur: l'Angleterre, rompant avec ses vieilles traditions de féodalité et d'intolérance, entre résolument et noblement dans la voie des concessions généreuses vis-à-vis la nation irlandaise et toutes les minorités dissidentes; tandis que vous, qui vous vantez sans cesse de votre belle extraction anglo-saxonne, vous voulez ressusciter, sur cette terre si libre d'Amérique, des préjugés qui ne sont plus de notre siècle.

Il va sans dire que nos reproches ne s'adressent pas à toute la population anglaise du Bas-Canada. Nous sommes même convaincu que la majorité ne partage pas ces mauvais sentiments. Malheureusement elle laisse faire ou ne proteste que faiblement, et les tapageurs, forts de ce silence, s'arrogent le droit de parler en son nom et la compromettent.

J. A. MOUSSRAU.

UN DRAPEAU.

L'*Événement* est définitivement l'organe du nouveau parti dans le district de Québec. Il a déjà commencé la campagne par des articles sérieux dans lesquels il démontre l'importance de régler immédiatement avec l'Angleterre et les Etats-Unis nos relations commerciales de manière à développer notre industrie nationale. Il est pour la protection contre l'Angleterre et croit que le Traité de Washington ne devrait pas être accepté sans nous donner, comme compensation, les avantages de la protection contre l'Angleterre et d'un traité de réciprocité complet avec les Etats-Unis. Quelques-uns se contenteraient même de la liberté de taxer les produits anglais.

M. Fabre déclare qu'il n'y a pas d'autre compensation qui puisse nous faire accepter le Traité de Washington, et que c'est l'occasion ou jamais de définir notre position vis-à-vis l'Angleterre et les Etats-Unis.

Cela nous paraît si clair que nous ne comprenons pas qu'on puisse agir autrement. Et nous croyons que c'est sur la question du Traité de Washington qu'on connaîtra une bonne fois la valeur de nos hommes publics.

Cette déclaration, jointe à celles que nous avons faites depuis quelque temps sur la question industrielle, devra achever de faire comprendre notre position sur ces questions, et nous espérons qu'on en tiendra compte.

L. O. D.

La sentence de Mary McGaugh trouvée coupable d'empoisonnement au dernier terme de la Cour Criminelle à Kamouraska, et condamnée à mort, a été commuée en celle de réclusion au pénitencier pour la vie.